

Fabriquer une élite: patronage féminin et services sociaux dans l'entreprise soviétique des années 1930

In: Genèses, 39, 2000. pp. 52-73.

Abstract

Manufacturing an Elite: Women's Patronage and Social Services in Soviet Firms in the 1930s The "wives of engineers and technicians" movement enjoyed a short-lived existence from the mid-1930s to the beginning of the Second World War, but it gave rise to . intense propaganda activity by the time it ; reached its peak in 1936. Composed of women recruited as volunteers, the movement was designed to improve living and working conditions in Soviet firms and ; at first appeared to be characteristic of the "great retreat" of Stalin's regime which adopted petit-bourgeois values and symbols to create new social cohesiveness. Although this movement shows a disturbing similarity ; to Western patronage movements, it conveyed a different development of the conception of social services in Soviet firms compared to Western companies.

Résumé

■ Nathalie Moine: Fabriquer une élite: patronage féminin et services sociaux dans l'entreprise soviétique des années 1930 Le mouvement des «épouses des ingénieurs et du personnel technique» connut une existence brève du milieu des années : 1930 au début de la guerre, mais donna lieu à une intense activité de propagande, à son apogée en 1936. Composé de femmes recrutées sur le principe du volontariat, il avait pour mission d'améliorer les conditions de vie et de travail dans les entreprises soviétiques et semble, de prime abord caractéristique de la «grande retraite» du régime stalinien, adoptant valeurs et symboles petits-bourgeois afin de créer une nouvelle cohésion : sociale. Bien que ce mouvement présente une ressemblance troublante avec les mouvements de patronage occidentaux, il traduit une évolution divergente de la conception des services sociaux dans l'entreprise soviétique par rapport à l'entreprise occidentale

Citer ce document / Cite this document :

Moine Nathalie. Fabriquer une élite: patronage féminin et services sociaux dans l'entreprise soviétique des années 1930. In: Genèses, 39, 2000. pp. 52-73.

doi : 10.3406/genes.2000.1622

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/genes_1155-3219_2000_num_39_1_1622

FABRIQUER

UNE ÉLITE :

PATRONAGE FÉMININ

ET SERVICES SOCIAUX DANS

L'ENTREPRISE SOVIÉTIQUE

DES ANNÉES 1930

Nathalie Moine

Le mouvement des «épouses des ingénieurs et du personnel technique», également appelé «mouvement des épouses de commandeurs», eut une existence fort brève et constitue, à première vue, une des bizarreries du régime stalinien. Instituant, au milieu des années 1930, chez les épouses du personnel qualifié et de commandement, une fonction de patronage auprès des ouvriers, il semble illustrer à merveille, de façon presque caricaturale, la fameuse thèse de la Grande Retraite, selon laquelle le régime aurait sombré dans les valeurs petites-bourgeoises, adoptant en matière de mœurs un style fortement conservateur et autoritaire, en complet contraste avec les tendances libertaires des années 1920¹. L'activité des «épouses» semble en effet bien souvent se résumer à la confection de petits rideaux pour agrémenter crèches et foyers d'entreprise. Visitant ateliers et cantines pour inspecter les conditions de vie et de travail des ouvriers, les «épouses», coiffées de leurs grands chapeaux, apparaissent comme des figures si incongrues au pays du socialisme qu'on pourrait douter de leur existence en dehors des photos de propagande. Elles ne sont généralement que rapidement évoquées dans les travaux des historiens occidentaux sur cette période, même si l'intérêt de ces derniers pour le mouvement va croissant, en raison du regain d'attention pour les composantes culturelles du stalinisme (voir encadré 1).

1. Nicholas Timasheff, *The Great Retreat. The Growth and Decline of Communism in Russia*, New York, 1946.

1 - Repères bibliographiques

Dans son ouvrage sur le mouvement stakhanoviste, Lewis Siegelbaum consacre quelques pages au mouvement des épouses : L. Siegelbaum, *Stakhanovism and the Politics of Productivity in the USSR, 1935-1941*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988. Voir aussi Robert Maier, «Die Hausfrau als Kul'turträger im Sozialismus », in Gabriele Gorzka (éd.), *Kultur im Stalinismus. Sowjetische Kultur und Kunst der 1930er bis 50er Jahre*, Brême, Temmen, 1994 ; Sheila Fitzpatrick, «Becoming Cultured : Socialist Realism and the Representation of Privilege and Taste » in *The Cultural Front-Power and Culture in Revolutionary Russia*, Ithaca-London, Cornell University Press, 1992, pp 216-237 (une première version de l'article avait été publiée en 1988), voir plus spécifiquement sur les épouses d'ITR, pp. 231-235, où elle insiste sur le modèle conjugal proposé à l'élite très différent du discours émancipateur tenu aux femmes du peuple ; *Everyday Stalinism. Ordinary Life in Extraordinary Times : Soviet Russia in the 1930s*, Oxford-New York, Oxford University Press, 1999, pp. 156-162. Dans sa thèse, Julie Hessler renouvelle l'interprétation classique qui présente les épouses comme les porteuses d'un nouveau modèle culturel beaucoup plus matérialiste, en évoquant les modes de consommation, notamment la fréquentation de grands magasins : J. Hessler, «Culture of Shortages: a Social History of Soviet Trade », thèse soutenue à l'université de Chicago, 1996, pp 349-352. Il existe également une thèse soviétique entièrement consacrée au mouvement : Irina Valentinovna Kashkina, « Dvizhenie zhen-obshchestvenits, 1934-1941 gg. (Le mouvement des épouses-activistes, 1934-1941) », thèse soutenue à l'université Lomonossov, Moscou, 1987. Il y est souligné le silence qui s'est fait après 1945 autour du mouvement, définitivement interrompu par la guerre, alors que l'appel de Mikhaïl Gorbatchev à l'endroit des femmes pour qu'elles s'organisent en conseils aurait redonné tout son intérêt à cet exemple d'activisme féminin. Outre cette littérature secondaire, les sources que nous avons utilisées sont constituées par les archives du VMBIT (bureau pan union intersection des ingénieurs et techniciens), conservées au GARF (Archives d'État de la Fédération de Russie), celles du Parti qui renferment en particulier rapports et sténogrammes des réunions d'épouses consacrées au bilan de leurs activités et qui sont conservées au RTsKnIDNI (Centre russe de conservation et d'étude des documents d'histoire contemporaine, ex archives centrales du Parti communiste de l'URSS, Moscou), et enfin les extraits du journal intime de Galina Shtange, une activiste du mouvement, publiés dans Véronique Garros, Natalia Korenevskaya, Thomas Lahusen, *Intimacy and Terror*, The New Press, 1995.

Illustration de la thèse de la Grande Retraite, le mouvement des épouses pourrait également être reçu comme la confirmation de l'idée selon laquelle, les mêmes causes produisant les mêmes effets, le gigantesque mouvement d'industrialisation et d'urbanisation qui bouleverse la Russie à partir des années 1930 conduit à l'émergence d'une « question sociale » et à la naissance d'une nouvelle élite adoptant toutes les postures de la bourgeoisie industrielle occidentale du XIX^e siècle, ayant recours aux mêmes techniques d'encadrement de la société, dont celle du patronage féminin. L'anecdote du mouvement des épouses s'inscrirait alors dans un cadre interprétatif qui fait de l'expérience soviétique un avatar de la révolution industrielle, dont la spécificité tiendrait essentiellement au rythme accéléré, donc à une intervention volontaire beaucoup plus marquée de la part de l'État.

Pourtant, un regard plus attentif sur ce mouvement conduit à lui donner une tout autre signification : on aurait

DOSSIER

Entreprises et société à l'Est

Nathalie Moine
*Fabriquer une élite :
patronage féminin et services
sociaux dans l'entreprise
soviétique des années 1930*

là affaire à une façon très spécifique de penser la régulation sociale qui va à l'encontre de ce qui est en cours au même moment dans l'entreprise occidentale. Il se pourrait même que ces constatations sur l'entreprise aient une portée plus générale concernant la société dans son ensemble.

Le lancement du mouvement par les plus hautes instances du régime s'apparente à la création de toutes pièces d'une nouvelle bourgeoisie. L'activité déployée par ces «bourgeoises» met en lumière l'importance de la notion de volontariat dans la sphère sociale, tandis que l'analyse de discours de différente nature (récit officiel, journal intime) pose la question du degré d'adhésion et d'identification au mouvement de ces femmes volontaires.

La création d'une nouvelle bourgeoisie?

Le caractère spontané du mouvement, à son origine, est un élément fondamental du discours officiel sur l'historique du mouvement². Selon ce dernier, des initiatives ponctuelles auraient vu le jour, en particulier sur les grands chantiers, menées par des épouses du personnel de direction et d'encadrement, soucieuses d'améliorer la vie quotidienne de tous dans ces contrées éloignées de toute infrastructure, avec une prédilection, déjà, pour le travail en direction des enfants.

Plus largement, le mouvement est censé s'inscrire dans une nébuleuse d'initiatives féminines qui lui préexistent : organisation des épouses des commandants de l'Armée rouge durant la guerre civile, ou encore concours entre épouses de mineurs du Donbass pour lutter contre les tendances absentéistes et éthyliques de leurs maris pendant le premier plan quinquennal. Les exemples ne semblent pas manquer, mais ils sont présentés comme étant apparus de façon ponctuelle dans le temps et l'espace. Dès lors, la nouveauté du mouvement tiendrait essentiellement à son ampleur. Si l'on suit toujours la légende, Sergo Ordjonikidze, le puissant et populaire commissaire du Peuple à l'Industrie lourde, en tournée à l'été 1934 sur les grands chantiers de l'URSS, aurait eu vent du travail mené par Klavdia Surovtseva, épouse du directeur d'une station électrique dans l'Oural, qui l'aurait laissé admiratif : il s'agissait de plantations de gazon et de fleurs dans le périmètre de l'entreprise. À la suite de cette rencontre, un article de la *Pravda* de septembre 1934 appela alors à l'amélioration des entreprises de cette région, en s'appuyant sur l'initiative de

2. Historique largement repris, sans esprit critique, dans la thèse d'Irina Valentinovna Kashkina. Voir I. V. Kashkina, « Dvizhenie zhen-obshchestvennits, 1934-1941 gg. », thèse soutenue à l'université Lomonossov, Moscou, 1987, pp. 18-39.

K. Surovtseva. Ainsi aurait germé l'idée du mouvement, la métaphore de la jeune pousse devenue un arbre véritable, grâce à l'aide des autorités, étant fréquemment utilisée dans le discours officiel pour en décrire la genèse³. Autre personnalité qualifiée de « pionnière », Evgeniia Emmanuilovna Vestnik, épouse du directeur du Krivorozhstroi, en Ukraine, active dès 1933, lance le premier soviet d'épouses à la suite de la même tournée de l'été 1934. Encouragées par le charismatique commissaire à l'Industrie lourde, les épouses de Krivorozhstroi lancent un appel à toutes les femmes d'ingénieurs et de techniciens de l'industrie lourde pour qu'elles suivent leur exemple. Publié dans le journal du Commissariat, *Za industrialisatsiiu*, le 24 mars 1935, le texte constitue la date de naissance officielle du mouvement.

Pourtant, la forte implication du pouvoir dans l'organisation du mouvement, tant au niveau local, dans l'entreprise, qu'au niveau fédéral, invite à mettre fortement en doute la réalité de cette première phase spontanée.

À partir de 1935 se forment des conseils d'épouses au sein des entreprises. Les circonstances qui président à leur création et leur composition indiquent la forte présence de la hiérarchie (très majoritairement masculine) qui règne dans l'entreprise. Généralement, les épouses sont convoquées pour une assemblée générale, au cours de laquelle est élu le « soviet des épouses ». La composition de ce dernier reproduit le plus souvent la triarchie qui règne au sein de l'usine (voir encadré 2).

Les premières places reviennent ainsi à l'épouse du directeur, à celle du secrétaire du comité du Parti de l'entreprise, à celle du président du comité de l'usine. Par

3. L'anecdote est par exemple présente dans « l'Appel des épouses de l'Industrie lourde » de mai 1936, publié dans la *Pravda* du 13 mai 1936.

2 – « Triangle de gestion »

Bien que la campagne d'industrialisation du premier plan quinquennal ait été marquée par l'affirmation du pouvoir d'un seul homme au sein de l'entreprise, le directeur, l'autorité de ce dernier resta cependant limitée par la présence au sein même de l'entreprise, d'une part, de la cellule du Parti et d'autre part, du syndicat sous la forme du comité d'entreprise ou d'usine (*zavkom*). Les syndicats, à partir du début des années 1930, ne remplissaient plus une fonction de défense et de représentation des ouvriers mais servirent de courroie de transmission de la politique sociale de l'État, en particulier en s'occupant de la gestion des assurances sociales, un rôle renforcé par la disparition du commissariat au Travail en juin 1933, et en appliquant les principes de productivité et de discipline. Aux comités syndicaux d'entreprise sont adjointes des commissions syndicales permanentes ou temporaires, chargées de secteurs spécifiques de la vie de l'entreprise (travail de production et de mobilisation de masse, questions des salaires et des normes de travail, sécurité du travail, assurances sociales, activités culturelles et sportives, etc.). Dans les entreprises d'une certaine importance, la même hiérarchie syndicale se reflète au niveau de l'atelier.

DOSSIER

Entreprises et société à l'Est

Nathalie Moine
*Fabriquer une élite :
patronage féminin et services
sociaux dans l'entreprise
soviétique des années 1930*

4. À partir de 1919, les bolcheviques, bien qu'ils aient favorisé le rapprochement entre les ouvriers et les ingénieurs au sein des mêmes syndicats de branche, autorisèrent la création de sections pour ingénieurs et techniciens (ITS) au sein des syndicats. À partir de 1921, ces sections furent chapeautées par une organisation pan union, le VMBIT (Bureau pan union intersection d'ingénieurs et de techniciens), concurrencé pendant les années 1920 par le VAI (Association pan-russe des ingénieurs), héritier du syndicat d'ingénieurs tsariste et refuge des « anciens spécialistes ». Les sections du VMBIT étaient chargées de négocier le salaire, les fonctions et les conditions générales de travail des ITR (personnel technique et ingénieurs), tout en essayant de politiser, et, si possible, de recruter pour le Parti l'intelligentsia technicienne. Le VMBIT fut mis dans une position délicate après l'arrestation de son président, Shein, arrêté au début de 1930, et remplacé par V. V. Prokof'ev, avant de retrouver sa fonction de défense de l'élite qualifiée de l'entreprise. Kendall E. Bailes, *Technology and Society under Lenin and Stalin. Origins of the Soviet Technical Intelligentsia, 1917-1941*, Princeton University Press, 1978, pp. 58-59, 127, 136-140, 142-143.

5. Discours du 4 mai 1935 devant les nouveaux diplômés de l'Académie de l'Armée rouge.

6. RTsKnIDNI, f. 17, op. 120, d. 255, ll. 14-15.

7. *Vsesoiuznoe soveshanie zhen khoziaistvennikov i inzhenerno-tekhnicheskikh rabotnikov tiazheloi promyshlennosti – stenograficheskii otchet*, 10-12 mai 1936, Partizdat, Moscou, 1936.

8. On en trouvera une bibliographie exhaustive dans I. V. Kashkina, « Dvizhenie... », *op. cit.* Pour notre part, nous nous sommes plus particulièrement servi des recueils portant sur Moscou.

la suite, la présence masculine ne se dément pas. Les hommes, détenteurs du pouvoir et des fonds, sont les principaux interlocuteurs des épouses, mais ils constituent aussi une partie de l'encadrement du mouvement : ce sont eux en particulier qui assurent la formation politique de ces dames en organisant des cercles, des débats, etc.

Au niveau de l'ensemble de l'Union, le rôle du syndicat des ingénieurs, le VMBIT, semble prépondérant⁴. Un rapport du VMBIT, rédigé à l'occasion de la conférence de mai 1936 et envoyé au secrétariat du Comité central du Parti, retrace la participation du syndicat à la genèse du mouvement. Chargé de défendre les intérêts de l'intelligentsia technicienne, mais également de s'assurer de sa loyauté, voire de son implication politique, le VMBIT s'occupe aussi, depuis plusieurs années, d'encadrer les épouses, et les premières activités mentionnées par le rapport du VMBIT s'apparentent essentiellement à des activités de clubs féminins, avant de prendre une tournure davantage tournée vers la vie de l'entreprise et des ouvriers, à la suite du discours de Staline de 1935 dans lequel celui-ci déclare « Les cadres décident de tout »⁵, puis du lancement du mouvement stakhanoviste⁶. Se servir des épouses pour faire pression sur les maris et les distraire pour qu'elles ne persuadent pas ces derniers de quitter au plus vite les sites inhospitaliers des nouveaux chantiers constituent ainsi autant d'objectifs plausibles pour le VMBIT. Il s'y ajoute par la suite la nécessité d'améliorer les conditions de vie et de travail de l'élite technicienne, en impliquant les épouses dans cette tâche.

Enfin l'impulsion politique au plus haut niveau transparaît à travers la conférence de mai 1936 qui réunit au Kremlin des centaines de déléguées envoyées par les soviets d'épouses du personnel qualifié et de commandement de l'industrie lourde. D'une certaine façon, cet épisode constitue à la fois un événement fondateur et l'apogée de la publicisation du mouvement. Beaucoup de soviets se créent à cette occasion. L'appel des épouses publié dans la *Pravda* à la fin des journées de la conférence incite à la création de mouvements d'épouses dans d'autres branches de l'économie. La publication du sténogramme de la conférence⁷ sert de matrice à toute une série de recueils de témoignages sur les activités des épouses dans les entreprises de telle ou telle branche de l'économie⁸. Ce qui apparaissait tout d'abord comme une particularité du commissariat à l'Industrie lourde s'étend ainsi au cours des années suivantes à d'autres

commissariats, nettement plus mineurs comme le commissariat à l'Alimentation. Le commissariat aux Transports, alors dirigé par Lazar Moiseevich Kaganovich, avait emboîté le pas très rapidement après les entreprises du commissariat à l'Industrie lourde. Le rôle joué dans le mouvement par ces deux figures centrales du stalinisme des années 1930, S. Ordzonikidze et L. M. Kaganovich, incite à se demander dans quelle mesure le mouvement des épouses ne fut pas une forme de protection imaginée par ces deux leaders industriels pour mettre à l'abri leur personnel d'encadrement menacé par les purges, plutôt qu'une initiative du Kremlin lui-même (voir encadré 3).

Cependant, l'aspect le plus remarquable de l'intervention du pouvoir, aux divers échelons que nous venons d'énumérer, dans le lancement et l'encadrement du mouvement, ne tient pas tant à sa mainmise sur l'organisation qu'à la définition qu'il donne de la composition à donner au mouvement.

D'une certaine façon, le mouvement des épouses s'inscrit dans un réseau de sociétés de « volontaires » patronnées par l'État qui existent depuis les années 1920 et qui finissent par périr au cours de la deuxième moitié des années 1930. Elles se caractérisaient par la place de l'élite bolchevique dans le lancement et le patronage de chacune de ces sociétés, selon un modèle n'ayant rien à envier aux sociétés philanthropiques de l'époque tsariste⁹. Elles étaient définies par un objectif relativement précis (alphabétisation, lutte contre l'alcoolisme, contre la religion, encadrement de l'enfance désœuvrée, etc.)¹⁰, et, de façon indirecte, par le profil souhaité des membres de la société qu'impliquait la nature même des thèmes traités : en principe, tout citoyen âgé de plus de 18 ans, bénéficiant de ses droits civiques¹¹, avait le droit de devenir adhérent, la cotisation étant fonction du salaire.

À vrai dire, c'est la partie « éclairée » de la société, selon l'expression officielle, qui était invitée, à travers sa participation à ce type de sociétés, à épauler le nouveau régime dans son projet d'éducation des masses. Bien que clairement suggéré, cet appel à coopération à l'endroit de certains groupes sociaux reste cependant très discret en comparaison du mouvement des épouses qui, précisément, se définit d'emblée par les caractéristiques de ses membres et non par son objectif. Apparemment précise, la composition souhaitée par le régime se révèle en réalité passablement ambiguë. Le plus souvent en effet, le mouvement est appelé mouvement des épouses d'ITR,

9. Si l'on prend par exemple le cas de la Société « À bas l'analphabétisme », créée en 1924, on trouve pour président Kalinine, chef du jeune État soviétique, et parmi ses 93 premiers membres, Lénine, son épouse Krupskaja, Lunacharskii, Pokrovskii, Bubnov, Semashko.

10. Sur la Société en charge de la lutte contre l'alcoolisme, voir Kate S. Transchel, « Under the Influence: Drinking, Temperance, and Cultural Revolution in Russia, 1900-1932 », thèse non publiée, Chapel Hill, 1996. Sur les associations « À bas l'analphabétisme » et « L'Ami des enfants », voir Nathalie Moine, « Le pouvoir bolchevique face au petit peuple urbain. Clivages sociaux, assignation des identités et acculturation à Moscou dans les années 1930 », thèse soutenue à l'université Lyon-II, janvier 2000, pp. 338-372 ; sur la Ligue des Sans-Dieu : Daniel Peris, *Storming the Heavens. The Soviet League of the Militant Godless*, Ithaca, Cornell University Press, 1998.

11. La privation de droits civiques, mesure instaurée dès 1918, supprime le droit de vote pour plusieurs catégories de personnes jugées indignes de participer à la nouvelle société : anciens membres du clergé, anciens hauts fonctionnaires sous le tsarisme, ex-membres des armées blanches, mais aussi commerçants ou rentiers.

DOSSIER

Entreprises et société à l'Est

Nathalie Moine
*Fabriquer une élite :
patronage féminin et services
sociaux dans l'entreprise
soviétique des années 1930*

c'est-à-dire mouvement des épouses des ingénieurs et du personnel technique. En réalité, comme on l'a déjà vu plus haut, il inclut aussi les épouses de la triarchie qui domine l'usine. De fait, le mouvement s'intitule parfois aussi le mouvement des « femmes de commandeurs ». À l'autre extrémité de l'échelle, les épouses d'ouvriers stakhanovistes sont parfois sollicitées pour faire partie du mouvement. La première ambiguïté tient donc dans cette relative indétermination : mouvement élitiste ou ouvert à plusieurs groupes sociaux ? On peut voir dans cette oscillation la volonté de masquer ce que le mouvement pourrait avoir de trop ouvertement élitiste, en maintenant l'affirmation d'une société égalitaire. La représentation de la société dans la seconde moitié des années 1930 répond en effet au schéma suivant : une société fortement hiérarchisée, qui ne rechigne pas devant l'utilisation de signes extérieurs de différenciation sociale, créant des barrières sociales très visibles mais qui sont réputées franchissables, pour peu qu'on donne des gages au régime – en particulier à travers la participation au mouvement stakhanoviste. Cependant, l'ambiguïté sociologique du mouvement reflète également la profonde diversité de l'intelligentsia technicienne, au sein de laquelle se mêlent anciens formés à l'époque tsariste, *praktiki*¹² et jeunes ingénieurs fraîchement émoulus des écoles soviétiques¹³.

De fait, le discours officiel sur le mouvement des épouses ne tranche pas non plus très clairement sur le passé de ce que l'on peut appeler la bourgeoisie du régime, même si le mouvement apparaît bien comme une composante de la stratégie de séduction des anciennes élites formées sous le tsarisme. Durant tout l'entre-deux-guerres, cette question centrale reste conflictuelle. Le début de la « Révolution culturelle » est ainsi marqué par une violente offensive contre les spécialistes formés sous l'ancien régime, le mot d'ordre étant désormais de former le plus rapidement possible des « experts rouges ». Puis, en 1931, le signal est donné pour adopter une attitude plus conciliante vis-à-vis de ces anciens spécialistes, qui s'avèrent toujours aussi indispensables à la bonne marche du pays, au moment où les réalisations industrielles se multiplient sur le territoire et où les désordres liés au tumultueux lancement du Plan quinquennal commencent à se faire cruellement sentir.

Le cas de Galina Shtange est caractéristique de la collaboration mise en œuvre entre le nouveau régime et les

12. C'est-à-dire personnes formées « sur le tas ».

13. Sheila Fitzpatrick, *Education and Social Mobility in the Soviet Union, 1921-1934*, Cambridge, 1979 ; K. E. Bailes, *Technology and Lenin Society...*, *op. cit.*.

3 - Les «spécialistes»

Une violente campagne contre les «spécialistes» (ingénieurs, techniciens, économistes) fut lancée à la veille du premier plan quinquennal à l'occasion du procès Shakhty de 1928 (à la fin de l'année 1927, plusieurs ingénieurs de la ville de Shakhty dans le Nord Caucase furent accusés de comploter pour saboter le travail des mines de charbon et arrêtés). Le procès eut lieu en mai 1928, cinq des accusés furent condamnés à mort, quarante-quatre envoyés en prison, et cinq acquittés. En 1930, le procès du «Parti industriel» reprit les thèmes du complot et de la menace de sabotage. Des milliers d'ingénieurs furent arrêtés, que les dirigeants tentèrent de remplacer par des spécialistes étrangers, souvent favorables au régime, ou des jeunes gens formés à l'époque soviétique. La prise en main de la gestion de l'industrie lourde par Sergo Ordjonikidze permit aux spécialistes de cesser peu à peu de servir de boucs émissaires. En novembre 1930, S. Ordjonikidze quitte l'Inspection ouvrière et paysanne pour rentrer au *Vesenkha*, le Conseil économique suprême qui administre l'industrie sur une large échelle entre 1918 et 1931. Il est membre à part entière du Politburo à partir de décembre 1930. Après la dissolution du *Vesenkha* en 1932, S. Ordjonikidze prend la tête du commissariat à l'Industrie lourde. Dès juin 1931, le plenum du Comité central lança le signal d'une attitude beaucoup plus favorable aux anciens spécialistes. Les années 1933-1935 sont sans doute des années de pouvoir sans précédent pour l'encadrement dans l'entreprise soviétique. S. Ordjonikidze prend constamment la défense des spécialistes face aux accusations de sabotage. Cependant il perd pied progressivement à partir de la fin de 1936, et les purges de 1937-1938 frappent durement l'encadrement technique, tandis que la mort de «Sergo», en février 1937, reste inexplicable : suicide ? assassinat ? Le suicide de protestation apparaît l'hypothèse la plus probable aux yeux de l'historien Oleg Khlevniouk (voir O. Khlevniouk, *Le Cercle du Kremlin. Staline et le Bureau Politique dans les années 30 : les jeux du pouvoir*, Paris, Seuil, pp. 185-203). Le déclenchement de la Grande Terreur au cours des années 1937-1938 relança à une échelle sans précédent dénonciations, procès publics, arrestations, déportations et exécutions.

anciennes élites. En effet, de son journal intime miraculeusement conservé, transparaissent quelques indications sur son passé : fille d'ingénieurs, épouse elle-même d'un ingénieur formé à l'époque tsariste, Galina affirme avoir commencé ses activités sociales dès avant la Révolution. Son mari a subi la répression menée contre les «spécialistes» en 1928 puisqu'il a été arrêté. La participation de Galina au mouvement des épouses pourrait ainsi incarner la réconciliation entre l'ancienne élite bourgeoise et le régime au cours des années 1930¹⁴. En même temps, on peut se demander si cet engagement, apparemment enthousiaste, ne s'explique pas surtout par la peur secrète de se retrouver à nouveau victime de purges.

L'appel lancé à l'occasion de la conférence au Kremlin en mai 1936 et publié dans la *Pravda* le 13 mai 1936, mentionne explicitement la question de l'ancienne bourgeoisie en ces termes : « Camarades, parmi nous, épouses d'administrateurs, d'ingénieurs et du personnel technique, il y a des femmes temporairement éloignées

14. Véronique Garros, Natalia Korenevskaya, Thomas Lahusen, *Intimacy and Terror*, New York, The New Press, 1995, pp. 167-168.

DOSSIER

Entreprises et société à l'Est

Nathalie Moine
*Fabriquer une élite :
patronage féminin et services
sociaux dans l'entreprise
soviétique des années 1930*

du travail pratique par des circonstances familiales, il y a des femmes sorties d'écoles et d'établissements d'enseignement supérieur soviétiques, il y a aussi des femmes issues de familles bourgeoises. Mais une chose nous unit toutes: le parti communiste nous a éduquées et rééduquées dans la flamme de la Révolution socialiste. Le grand Staline nous a donné son enseignement et nous le donne encore. Le Parti, Staline, nous ont appris à aimer la patrie¹⁵. » C'est sous l'angle du niveau de formation qu'est justifié l'appel aux femmes de l'ancienne bourgeoisie. En effet, les épouses sont censées constituer une « force culturelle », et le rapport préparatoire à la conférence de mai 1936 rapporte le niveau d'études des déléguées: elles ont un niveau de formation très nettement supérieur à la moyenne de la population, en particulier féminine, du pays: 22,9 % ont reçu une éducation supérieure, 57,9 % une éducation moyenne (secondaire) et 17,8 % une éducation primaire. Le fait que près de 2 % soient semi-illettrées confirment à la fois la mixité sociale du mouvement, déjà entrevue, et l'aspect très résiduel de la présence des milieux populaires. À travers le niveau d'éducation, c'est l'appartenance aux élites d'ancien régime qu'aborde le rapport, puisqu'il précise que près d'un tiers (29,2 %) des femmes d'éducation supérieures ont été formées avant 1917, ainsi que 12,2 % des femmes d'éducation moyenne, soit environ 15 % de l'ensemble des déléguées¹⁶.

Pour importante qu'elle soit, la question du niveau d'études n'épuise pas la définition d'une « force culturelle ». Ce que recouvre la notion, de plus en plus utilisée au cours des années 1930, de *kulturnost'* excède largement ce que l'on appellerait en français la culture. Plus proche du concept germanique de *Kultur*, elle décrit plutôt un ensemble de comportements, de (bonnes) manières, elle est affaire de goût au moins autant que de savoir positif. Aussi, le fait d'avoir reçu une éducation bourgeoise et d'être femme constitue-t-il une double assurance de détenir cette *kulturnost'* si convoitée. La Grande Retraite réside donc dans la valorisation de la *kulturnost'* (même si le terme de « bourgeois » reste, lui, profondément péjoratif), légitimée cependant dans l'objectif de rendre cette dernière accessible à tous. La distinction sociale n'est mise en avant que dans la mesure où elle est appelée ensuite à être partagée par tous.

15. Dans un rapport rédigé en mai 1936 par Prokof'ev, à la tête du VMBIT, et adressé au Comité central du Parti, il est dit: « Parmi les épouses d'ITR nous avons des représentants de la vieille intelligentsia, ce qui, une fois de plus, souligne clairement le dévouement au Parti et au pouvoir soviétique des anciens cadres ingénieurs, et encore plus essentiel, nous avons de jeunes cadres soviétiques. » RTsKnIDNI, f. 17, op. 120, d. 255, l. 17.

16. GARF (Archives d'État de la Fédération de Russie), f. 5548, op. 16, d. 64, ll. 83 a, b, v, g.

Les ambiguïtés d'un travail social protéiforme

Autre caractéristique qui tranche avec les sociétés de volontaires créées dans les années 1920, le mouvement ne se voit pas accorder un objectif précis, mais une multiplicité de tâches, qui découleraient naturellement des origines sociales, mais aussi du genre féminin des volontaires.

Le mouvement des volontaires est en concurrence avec d'autres institutions, régulières, chargées des services sociaux dans l'entreprise. C'est là l'illustration d'une stratégie caractéristique de fabrication de boucs émissaires: les organismes réguliers sont accusés d'incompétence et rendus responsables des dysfonctionnements de la société. C'est la fougue du volontariat qui est donc chargée de remettre de l'ordre et de mettre fin au fonctionnement déplorable des services sociaux dans l'entreprise.

L'interrogation sur la qualité des services sociaux est un thème fondamental depuis 1935. La fin du rationnement, qui se fait par étapes à partir de janvier 1935, signifie en effet un retour à des échanges monétaires, qui donne un rôle fondamental aux salaires dans les différenciations sociales. L'entreprise ne cesse pas de jouer un rôle crucial puisqu'elle continue de dispenser des biens et des services subventionnés. Cependant, elle répercute également une partie de la hausse des prix liée à la fin du rationnement, en augmentant en particulier le prix des repas dans les cantines¹⁷. L'année 1935 est marquée à la fois par des mouvements de colère des ouvriers¹⁸ et la mise sur la place publique de la question des services sociaux. Cette effervescence se traduit par les «signaux» habituels: la presse publie de plus en plus abondamment articles et courrier des lecteurs consacrés à ces sujets. La même préoccupation est également perceptible au sein des administrations: les syndicats organisent des enquêtes auprès des entreprises de leurs branches pour recenser la qualité des services, leur capacité à satisfaire les besoins, en particulier en matière de garde collective d'enfants, tandis que des statisticiens du TsUNKnU (l'administration centrale des statistiques) proposent d'inclure dans le questionnaire du recensement de la population, alors prévu pour 1936, une question sur le mode de garde des enfants en âge préscolaire, mais aussi sur le logement¹⁹. L'ensemble de ces interrogations dénote la prise de conscience du profond délabrement des conditions sociales en URSS et en fait un thème politique, toutefois contrebalancée par le leitmotiv lénifiant «La vie est

17. Julie Hessler, «Culture of Shortages: a Social History of Soviet Trade, 1917-1953», thèse soutenue à l'université de Chicago, 1996; Elena A. Ossokina, *Ierakhiia potreblenja. O zhizni liudei v usloviiakh stalinskogo snabzheniia 1928-1935 gg.* (Hiérarchie de la consommation. De la vie quotidienne dans les conditions de l'approvisionnement sous Staline, 1928-1935), MGU, Moscou, 1993; *Za fasadom «stalinskogo izobilija». Raspredelenie i rynek v snabzhenii naselenija v gody industrializacii, 1927-1941* (Derrière la façade de l'«abondance stalinienne». Distribution et marché dans l'approvisionnement de la population au cours des années de l'industrialisation, 1927-1941), Rosspen, Moscou, 1998

18. Des exemples dans Nicolas Werth, Gaël Moullec, *Rapports secrets soviétiques, 1921-1991*, Paris, Gallimard, 1994, pp. 218-221; Sarah Davies, *Popular Opinion in Stalin's Russia: Terror, Propaganda and Dissent, 1934-1941*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997, pp. 28-31.

19. Voir par exemple les rapports sur les entreprises textiles de l'oblast' de Moscou, GARF, f. 5457 op. 22, d. 74. Sur le projet de questionnaire du recensement élaboré par les statisticiens, voir Iurii A. Poliakov, *Vsesoiuznaia perepis' naseleniia 1939 goda: osnovnye itogi*, Moscou, Nauka, 1992.

DOSSIER

Entreprises et société à l'Est

Nathalie Moine
*Fabriquer une élite :
patronage féminin et services
sociaux dans l'entreprise
soviétique des années 1930*

devenue plus facile, camarades, la vie est devenue plus gaie », lancé par Staline dans un discours de 1935. Le mouvement des épouses va donc incarner tout à la fois la volonté d'améliorer concrètement le quotidien des ouvriers, tout en tenant un discours hédoniste qui tranche avec celui du premier plan quinquennal. Ce qui était considéré comme superflu, en particulier durant la Révolution culturelle du premier plan quinquennal, voire franchement suspect, est désormais exalté : les petites nappes blanches, les rideaux, les lustres, c'est-à-dire une certaine interprétation de la *kulturnost'* que d'autres ont vue comme un retour aux valeurs petites-bourgeoises.

Le mouvement des femmes offre un catalogue fidèle des questions soulevées à l'époque sur les conditions de vie et de travail des ouvriers, mais aussi des remèdes envisagés. Faussement subversif, il ne dénonce des situations de fait que pour mieux insister sur la possibilité d'y remédier, pour finir, à peu de frais, puisque tout est question de pure « bonne volonté »...

L'action des épouses au sein de l'entreprise est ainsi censée s'organiser autour de quelques grands axes. Le travail est réparti entre des sections dont les objets, d'une entreprise à l'autre, se déclinent sans surprise. Ainsi les épouses de l'usine mécanique de Podolsk divisent-elles leurs activités entre un secteur « culturel », un autre consacré aux questions sanitaires, économiques et de vie quotidienne et un troisième concernant les enfants. Dans une autre usine située à proximité de Moscou ont été créés les secteurs « économie », « école », « alphabétisation » et « culture de masse ». Un combinat d'électricité propose une autre variante : un secteur « crèches et jardins d'enfants », un autre « alimentation collective », un troisième « polyclinique et *medpunkty* (antenne médicale) », un quatrième « alphabétisation des familles d'ouvriers du combinat » et un dernier « foyers et baraques du *poselok* (cité ouvrière) d'Izmailovo ». On trouve encore une organisation en secteurs « alimentation collective et questions sociales et de vie quotidienne », « scolaire et préscolaire », « santé », « questions culturelles et de vie quotidienne » ou ailleurs les secteurs « travail dans les baraques », « travail dans les bains », « alphabétisation », « travail avec les enfants »²⁰.

Tant la forme que les objectifs de travail sont comparables à ceux d'autres organisations déjà présentes, en principe, dans l'entreprise. On ne saurait dire que les épouses, mouvement de volontaires, empiètent sur les professionnels, mais plutôt qu'elles empiètent sur des

20. Ces exemples sont tirés du recueil de témoignages *Bol'shaia kul'turnaia sila, Zheny inzhenerov i tekhnikov moskovskikh predpriatii o svoei rabote, Moskovskii oblastnoi sovet profsoiuzov, « Rabochaia Moskva », Moscou, 1936, pp. 14, 47, 61, 71, 117.*

fonctions institutionnalisées, bien que, elles aussi, accomplies par des personnes dites «volontaires». Si l'entreprise soviétique se caractérise par la multiplicité des intervenants dans le domaine du travail culturel de masse, ce sont les syndicats qui y jouent le premier rôle, ne serait-ce que parce qu'ils détiennent les fonds destinés à cet usage. Le travail des comités d'entreprise (*zavkom*), émanation du syndicat, est lui aussi réparti entre sections, avec le plus souvent une section chargée du travail culturel de masse²¹. Cependant, les syndicats traversent une grave crise au milieu des années 1930, en devenant les boucs émissaires du mauvais fonctionnement des services sociaux de l'entreprise²². De fait, les épouses ne se cachent guère de rivaliser avec ces organisations institutionnelles, pour mieux affirmer leur différence. Dénoncer l'inefficacité des commissions mises sur pied par le *zavkom* et l'indifférence des responsables de l'usine sur ces questions, démontrer que l'argent existe mais qu'il «dort» ou est détourné à d'autres fins que l'action sociale, constituent ainsi le moteur principal de l'action des épouses. La critique de l'utilisation des fonds gérés par le comité d'entreprise et répartis en principe sur différents postes, débouche fréquemment dans les récits par un recours au directeur de l'usine. De fait, un décret d'avril 1936 a institué ce qu'on appelle le «fonds du directeur», c'est-à-dire la fusion des fonds pour l'élévation des conditions quotidiennes de vie des travailleurs ainsi que d'autres fonds d'assistance²³.

Les récits donnent l'image d'un mouvement ayant toute latitude dans l'entreprise. Ce n'est qu'en filigrane qu'apparaissent les personnes et institutions officiellement en charge et détrônées en quelque sorte de leurs prérogatives par les épouses: elles n'entrent en scène, le plus souvent, qu'à l'occasion d'un conflit, même si des cas de collaboration sont également évoqués, notamment entre les épouses et les départements municipaux à l'Instruction publique.

D'une certaine façon, les épouses sont les délégués du «triangle de gestion» – on a vu combien elles en étaient le décalque féminin, ainsi que le rôle organisateur joué par le «triangle» dans la constitution des soviets d'épouses – même si elles peuvent parfois être en dissension avec leurs maris. Les organes inférieurs de l'entreprise sont donc priés de les aider, en réalité de leur obéir. Dans un système de volontaires, les épouses tirent précisément leur légitimité de leur énergie et de leur bonne volonté, face à la routine de volontaires institutionnalisés, ce que

21. Sur l'organisation et le fonctionnement du comité d'entreprise, voir Thomas Lowit, *Le syndicalisme de type soviétique. L'URSS et les pays de l'Est européen*, Paris, Armand Colin, 1971, pp. 54-60.

22. Solomon Schwarz, *Les Ouvriers en Union Soviétique*, Paris, Librairie Marcel Rivière, 1956, (traduit de *Labor in the Soviet Union*, 1952), pp. 459-464.

23. *Ibid.*, pp. 245-246.

DOSSIER

Entreprises et société à l'Est

Nathalie Moine
*Fabriquer une élite :
patronage féminin et services
sociaux dans l'entreprise
soviétique des années 1930*

dans le langage de l'époque on dénonce comme une bureaucratisation.

Dans un compte rendu d'une rencontre entre les épouses et Lazar Moiseevich Kaganovich, G. Shtange résume ainsi la position de l'influent commissaire du Peuple aux Transports sur la fonction des épouses: «La route principale de notre travail est constituée par les institutions pour les enfants, les problèmes sociaux, les programmes d'alphabétisation, et la promotion de la culture [...] il dit que nous ne devrions pas permettre d'être utilisées comme des ouvriers de réserve non payés, que nous ne devrions pas faire le travail que d'autres personnes qui sont assignées à une tâche particulière sont censées faire elles-mêmes. Si cela arrive, notre travail ne donnera rien de bon, ce sera simplement un ajout superflu à ce que les hommes ont déjà réalisé. L. M. veut nous voir comme quelque chose comme des inspecteurs dont le travail est de révéler les endroits sensibles et de sonner l'alarme à leur propos²⁴. »

Cependant, les thèmes abordés dans les rapports et témoignages, de la crèche à la prévention dans les ateliers, ne diffèrent guère de ce qui est régulièrement évoqué dans la presse. Les remèdes envisagés n'ont rien non plus d'innovant. Solomon Schwarz avait, par exemple, déjà souligné combien, face à la dégradation conjointe des conditions du travail industriel et de l'autorité des inspecteurs du travail, le débat sur les techniques de prévention s'était retrouvé rétréci à la seule question de la ventilation des ateliers, ce qu'illustrent abondamment les récits d'activité des épouses²⁵.

Si les récits nous apprennent quelles sont les sphères d'activité dévolues aux épouses, ils ne sauraient nous renseigner sur les réalisations effectives, d'autant que la plupart des textes décrivent un futur proche plutôt qu'un présent tangible. Les rapports retrouvés dans les archives, censés faire le bilan des activités auprès du VMBIT, peuvent prêter à caution, mais ils n'en constituent pas moins des traces de réalisations effectives. C'est par exemple le cas du sténogramme de la réunion du 26 avril 1936 du Presidium du VMBIT qui retranscrit les propos des différentes participantes, invitées à témoigner des premières initiatives prises par leurs conseils²⁶. On y voit confirmé que l'ampleur de la tâche tient à une conception très englobante de l'entreprise, dont la géographie s'étend des cités ouvrières, généralement des baraques, aux ateliers de production. De ce fait, les personnes que les épouses

24. V. Garros, N. Korenevskaya, T. Lahusen, *Intimacy...*, op. cit., p. 186.

25. S. Schwarz, *Les Ouvriers...*, op. cit., pp. 362-371.

26. GARF, f. 5548, op. 16, d. 66, l. 30-71 ob.

souhaitent assister sont à la fois les ouvriers mais aussi leur famille, et singulièrement les enfants, livrés à eux-mêmes du fait que les deux parents travaillent, selon un leitmotiv de l'époque. L'enfance désœuvrée, qui menace de sombrer dans le vagabondage ou la délinquance, est en effet un des principaux chevaux de bataille parmi les rares problèmes sociaux encore formulés au cours des années 1930. Les épouses se rendent donc dans les cités ouvrières de l'usine, qui comptent généralement plusieurs milliers de personnes, souvent à plusieurs kilomètres de l'usine et du chantier. Dans les baraques et les foyers, elles prodiguent des conseils, cherchent à détecter les cas d'illettrisme. Dans la cité de l'usine Kirov, à proximité de Leningrad, elles aident cinq, sept familles dans le besoin, en fournissant en particulier des chaussures aux enfants. Dans la cité des ouvriers de l'usine d'armes de Tula, elles constatent : « Nous faisons des inspections à domicile. Nous avons découvert de nombreuses maisons avec des cas d'ivrognerie, où le père prend à l'enfant jusqu'à la dernière chaussette pour l'apporter et la vendre au bazar ». L'essentiel des efforts des épouses va alors à l'organisation de loisirs pour les enfants en dehors du temps scolaire, de cercles d'alphabétisation, ou encore de conférences pédagogiques en direction des parents. Elles obtiennent également de repeindre les baraques, de les agrémenter de plates-bandes, de faire régner une certaine morale, en séparant familles et célibataires, et une certaine conception esthétique incarnée dans les petits rideaux, les d'abat-jour. Dans l'usine proprement dite, les secteurs les plus investis par les épouses sont les locaux « auxiliaires » : buffets d'atelier, cantines, antennes médicales. Autour de l'atelier, elles se préoccupent de la présence et du bon fonctionnement des douches, des vestiaires, mais elles ne s'interdisent pas non plus, parfois, de pénétrer à l'intérieur de l'atelier lui-même pour en inspecter les conditions d'hygiène et de sécurité.

Une autre source intéressante, constituée par les budgets prévisionnels adressés par des conseils d'épouses aux autorités syndicales, confirme la réalité du travail des épouses, sans toutefois permettre d'en apprécier l'ampleur dans son ensemble. En effet, dans la foulée de la conférence de mai 1936, par un décret daté du 14 mai 1936, le Conseil central des syndicats destine un million de roubles aux dépenses des conseils d'épouses²⁷. Plusieurs conseils envoient donc leurs propositions chiffrées de dépenses. La part destinée au travail avec les enfants

27. En réalité, c'est près de deux millions de roubles que l'organisation centrale des syndicats aurait déboursés en faveur des soviets d'épouses des entreprises de l'industrie lourde. GARF, f. 5548, op. 16, d. 63, 1. 85.

DOSSIER

Entreprises et société à l'Est

Nathalie Moine
*Fabriquer une élite :
patronage féminin et services
sociaux dans l'entreprise
soviétique des années 1930*

est de loin la plus importante : dans le budget présenté par le conseil des épouses de la grosse usine automobile Staline, emblème du régime, sur les 68 641 roubles demandés, 40 500 lui sont destinés, répartis de la façon suivante : un piano, l'ameublement d'une pièce pour les pionniers, des instruments de musique pour les enfants des épouses, l'équipement des jardins d'enfants et des crèches, ou encore, comptant pour un quart des dépenses envisagées, les installations des garderies et du parc pour enfant de la cité de l'usine à Kolomenskoe. Le soviet des épouses d'une autre grosse usine moscovite, Serp i molot, ne présente que des dépenses liées à l'enfance, pour un montant de 80 000 roubles qui comprend l'organisation d'une pièce pour les mères qui allaitent, d'une autre salle pour les enfants des épouses d'ITR et de stakhanovistes et d'une garderie pour 55 enfants dans la cité de l'usine²⁸.

Le mouvement des épouses s'ancre donc dans l'actualité soviétique du milieu des années 1930 : reconnaissance feutrée de problèmes de pauvreté, confondus avec l'état insatisfaisant d'infrastructures de base, en tout premier lieu le logement, désignation de groupes nécessitant aide et encadrement : personnes analphabètes ou illettrées, essentiellement des femmes, enfants laissés à eux-mêmes. Cependant, il renvoie tout aussi irrésistiblement aux expériences occidentales. Les historiens occidentaux ont tous souligné sa ressemblance avec les dames patronnesses du XIX^e siècle, sans d'ailleurs préciser plus avant les termes de cette comparaison. Ils n'ont en revanche jamais relevé en quoi il s'opposait à la tendance vers la professionnalisation des services sociaux alors à l'œuvre en Occident. L'émulation entre volontaires instaurée dans l'entreprise soviétique contraste fortement en effet avec l'évolution qui se fait jour dans les entreprises occidentales depuis le début du siècle, et plus particulièrement depuis la Première Guerre mondiale, vers une professionnalisation croissante des activités de prise en charge des œuvres sociales. L'entreprise occidentale n'est pas le seul cadre des services sociaux, son importance est en réalité variable selon sa localisation : au sein d'une commune industrielle ou d'une grande ville. Partout se développent cependant les professions au sein de l'usine, destinées à la gestion des œuvres sociales. Certes, le caractère fortement féminin et le discours qui l'accompagne attestent assez du fait que ces nouvelles professions ne sont pas en rupture avec l'esprit des mouvements de dames patronnesses du XIX^e siècle. On

28. GARF, f. 5548, op. 16, d. 64, l. 274-276, 267-270. Ces budgets sont signés à la fois par le président du comité de l'usine, celui du bureau de la section des ingénieurs et techniciens, et enfin par la présidente du soviet des épouses. Sur cette aide financière accordée aux conseils des épouses par la direction centrale des syndicats, voir aussi I. V. Kashkina, « Dvizhenie... », *op. cit.*, pp. 141-147.

pense en particulier aux intendantes d'usines apparues en France au moment de la féminisation de la main-d'œuvre d'usine, durant les années de conflit, dans le sillage des innovations américaines en matière de gestion du personnel²⁹. Le discours du dévouement, tout féminin, de sa vocation, de la foi dans sa mission, rapproche bien évidemment expériences françaises et soviétiques³⁰. De la même façon, la division sexuelle des tâches dans la direction de l'entreprise est très proche : aux hommes la production, aux femmes les services sociaux. On retrouve également la mise en valeur de l'ingénieur, à travers son rôle social, un thème fondamental de l'entre-deux-guerres français, emprunté à la figure de l'officier développé par Lyautey à la fin du siècle précédent³¹.

Il n'empêche que la professionnalisation n'est pas un vain mot. Elle correspond à une formation, que nécessite la complexité croissante des tâches, liées au développement de la législation dans ce domaine. Elle conduit aussi à une délimitation de ces tâches. On pense en particulier au processus de constitution en France des inspecteurs du travail en corps de fonctionnaires depuis la fin du XIX^e siècle³². La divergence entre les conceptions occidentales et soviétiques soulève donc des enjeux fondamentaux.

Pour autant, l'interrogation sur la professionnalisation des épouses soviétiques n'est pas totalement absente à la fin des années 1930, mais elle s'oriente vers une toute autre direction. De plus en plus, l'appartenance des épouses au mouvement est censée leur donner l'occasion d'acquérir, outre une préparation militaire, une spécialisation à travers la fréquentation de cercles thématiques et donc « d'entrer dans la production », expression signifiant l'entrée dans un emploi salarié. Sheila Fitzpatrick cite ainsi le cas de K. Surovtseva, présentée comme une des instigatrices du mouvement en 1935, que l'on retrouve étudiant à l'Académie industrielle Staline à Moscou en 1939 afin de devenir à son tour un ingénieur³³, ce qui illustre bien le fait que la sphère du social ne saurait constituer un métier dans la société soviétique.

Figures de femmes « bourgeoises » et affirmation individuelle

La tension entre « eux » et « nous », c'est-à-dire entre l'élite, « les communistes » et les ouvriers, croissante au cours de la deuxième moitié des années 1930, s'organise autour d'avantages matériels mais également de

29. Laura Lee Downs, « Les mairaines élues de la paix sociale ? Les surintendantes d'usine et la rationalisation du travail en France, 1917-1935 », *Le Mouvement Social*, n° 164, 1993, pp. 53-76 ; Yves Cohen, Rémi Baudouï (éd.), *Les chantiers de la paix sociale (1900-1940)*, Paris, Éd Fontenay-Saint-Cloud, 1995 ; Annie Fourcault (éd.), *Femmes à l'usine. Ouvrières et surintendantes dans les entreprises françaises de l'entre-deux-guerre*, Paris, Maspero, 1982.

30. On en trouvera une illustration particulièrement explicite dans la définition des carrières sociales proposée dans un article du *Musée Social* : « C'est [...] l'organisation technique et rationnelle du dévouement féminin, qui, enfin, n'est plus sollicité, utilisé, sans formation professionnelle préalable, sans méthode scientifique d'organisation du rendement. C'est l'utilisation dans toutes les institutions d'assistance, de prévoyance, d'hygiène et d'éducation sociale, de travailleuses spécialisées. » Marcel Schulz, « Les Carrières féminines », *Musée Social*, n° 1, janv. 1935, pp. 1-12, p. 1.

31. L'ouvrage de Georges Lamirand, *Le rôle social de l'ingénieur*, paraît en 1932, réédité dès 1937 puis en 1954. Voir André Grelon, « L'ingénieur catholique et son rôle social », in Y. Cohen, R. Baudouï (éd.), *Les chantiers...*, op. cit., pp. 167-184. Voir aussi l'œuvre de Raoul Dautry, à la tête de la Compagnie de chemin de fer de l'État, puis comme ministre de l'Armement en 1939. Ces hommes issus du milieu des Équipes sociales auront, pour certains, de hautes responsabilités sous Vichy, ce qui souligne, si besoin est, la liaison entre cette doctrine de l'ingénieur social, la volonté de paix sociale et le goût pour un pouvoir autoritaire, paternaliste et attaché à la hiérarchie ; R. Baudouï, *Raoul Dautry, 1880-1951-Le Technocrate de la République*, Paris, Balland, 1992.

32. Vincent Viet, *Les Voltigeurs de la République. L'inspection du travail en France jusqu'en 1914*, Paris, CNRS, 1994, 2 vol.

33. S. Fitzpatrick, *Everyday Stalinism...*, op. cit., pp. 159-160.

DOSSIER

Entreprises et société à l'Est

Nathalie Moine
*Fabriquer une élite :
patronage féminin et services
sociaux dans l'entreprise
soviétique des années 1930*

comportements³⁴. Très clairement, l'introduction des «bourgeoises» dans l'entreprise soviétique a pour but d'y faire régner la «paix sociale». De fait, les récits mettent en scène tout à la fois des tensions entre les ouvriers et les épouses et leur résolution. En exemple parmi d'autres, le récit d'A. Minervrina, membre du soviet des épouses d'ITR de l'usine *Serp i Molot* à Moscou, épouse du chef d'atelier: lors de leur tour de l'usine, les épouses reçoivent un accueil inamical de certains ouvriers: «Ça vous plaît de vous promener et de regarder», «ça se promène en chapeaux et il n'y a pas de résultat à attendre de vous», etc. Et A. Minervrina d'ajouter: «Railleries, moqueries, propos mordants pleuvaient dans mon sillage³⁵». Bientôt, elles finissent par imposer le respect, sans se départir de leur style de «bourgeoises». La distance sociale passe en effet par un style vestimentaire: chapeau, cols de dentelle pour les épouses, fichus des ouvrières. Les photos qui ponctuent les récits publiés sont sans ambiguïté sur ce point. En outre l'attitude des épouses relève du plus pur paternalisme lorsqu'elles se font les confidentes des jeunes ouvrières éplorées et leur prodiguent des bons conseils.

La distance a cependant ses limites, au moins officiellement: il est par exemple important pour les épouses de démontrer qu'elles sont capables de tenir leur foyer sans l'aide d'une employée de maison. Un épisode du recueil sur le travail des épouses dans le chemin de fer est particulièrement révélateur. Vlatovskaia, épouse du secrétaire de l'organisation du Parti d'une des gares de la ligne Moscou-Kazan, raconte comment son arrivée dans des logements ouvriers, qu'elle s'était donné pour charge d'inspecter, fut fraîchement accueillie, certaines femmes d'ouvriers grommelant sur son passage qu'elle devait bien être du genre à avoir sa propre femme de ménage. Réagissant immédiatement à ce soupçon, Vlatovskaja conduit quelques-unes de ces femmes chez elles, et après leur avoir fait constater l'irréprochable propreté de son appartement, déclare: «Vous voyez, je n'ai pas de femme de ménage. Je m'occupe de moi, de mon mari et de mon enfant, et mon appartement est toujours rangé et agréable³⁶.»

La crispation sur l'emploi de personnel de maison par la fraction aisée de la population est rapportée par Sarah Davies dans son ouvrage sur l'opinion publique à Leningrad au cours de la seconde moitié des années 1930. L'emploi d'une domestique semble en effet être un signe, tout à la fois indispensable et peu avouable, sinon de

34. N. Werth, G. Moullec, *Rapports secrets...*, op. cit.; S. Davies, *Popular Opinion...*, op. cit.; «“Us Against Them”. Social Identities in Soviet Russia, 1934-1941», *Russian Review*, vol. 56, n° 1, 1997

35. *Bol'shaia kul'turnaia sila...*, op. cit., p. 35.

36. *Zheny komandirov transporta-zheleznodorozhnogo raiona goroda Moskvy, Gosudar'stvennoe sotsial'no-ekonomicheskoe izdatel'stvo*, Moscou, 1936, p. 82.

richesse, du moins d'appartenance aux groupes privilégiés de la population³⁷. De fait, G. Shtange emploie une bonne, illettrée, et déplore que sa fille, du fait de son logement exiguë, ne puisse en faire autant.

Le second problème posé de façon centrale par le mouvement, outre celui du statut des activités sociales au sein de l'entreprise, est celui de l'engagement. C'est là que le croisement de nos sources apparaît le plus utile puisqu'il permet de confronter la production d'un discours officiel destiné à la publication, un discours d'usage davantage interne : celui des rapports du VMBIT au Parti, ou les comptes rendus des épouses, enfin le journal intime de G. Shtange.

Peut-on parler d'une véritable adhésion à travers ce mouvement de volontaires ? On l'a déjà dit, l'enthousiasme en constitue un trait marquant, abondamment mis en scène dans les récits officiels. Cet enthousiasme se retrouve très clairement dans le journal de Galina : enthousiasme face à la grandeur de la tâche, au sentiment de participer à l'édification d'une nouvelle société, enthousiasme à l'occasion des rencontres avec les grands personnages du régime, la réception des déléguées par le Kremlin en constituant un point d'orgue. Les manifestations d'adoration à l'égard des figures, toutes masculines, du régime, de la part de ces femmes paraissent aussi emportées que fortement codifiées, répondant avant tout à un stéréotype de plus en plus travaillé sous le règne de Staline.

Le caractère féminin de l'engagement pourrait d'autre part constituer une des variations du « Grand Arrangement » (*Big Deal*) que tente d'élaborer le régime avec les « classes moyennes ». Fondamentalement consommatrice, la femme serait la première séduite par la nouvelle exaltation de la consommation qui se fait jour à partir du milieu des années 1930³⁸.

Plus profondément, le mouvement des épouses constitue, nous semble-t-il, la déclinaison d'un thème très spécifique à l'époque, là encore bien au-delà du seul cas soviétique : l'institutionnalisation des valeurs féminines, la reconnaissance des femmes dans la sphère publique au nom précisément de leurs qualités jusqu'alors déployées dans la sphère privée. Cette institutionnalisation, fortement sexuée, est bien sûr une réponse au danger constitué par une émancipation féminine croissante, une façon d'éviter une égalité de statut et de comportement entre les hommes et les femmes. Elle est donc l'apanage des

37. S. Davies, *Popular Opinion...*, *op. cit.*, p. 64.

38. L'expression de *Big Deal* est de Vera S. Dunham et constitue l'hypothèse centrale de son ouvrage : *In Stalin's Time. Middleclass values in Soviet fiction*, Cambridge University Press, 1976. Selon cette dernière, le « Grand Arrangement » entre Staline et la classe moyenne serait repérable à partir de la fin de la Seconde Guerre mondiale, mais dans la préface qu'il lui a rédigé, Jeffrey Hough, suggère qu'il se pourrait bien que ce *Big Deal* ait été scellé dès les années 1930, se reflétant ensuite plus tardivement dans la littérature.

DOSSIER

Entreprises et société à l'Est

Nathalie Moine
*Fabriquer une élite :
patronage féminin et services
sociaux dans l'entreprise
soviétique des années 1930*

régimes autoritaires³⁹, même si des mouvements féministes peuvent également la revendiquer. Alors que le régime soviétique continue à tenir un discours égalitaire entre les hommes et les femmes, censé se démarquer clairement de celui des sociétés capitalistes et fascistes, S. Fitzpatrick a bien montré comment coexistent en réalité deux discours : celui de l'émancipation en direction de la femme du peuple et celui qui reprend les schémas traditionnels des rôles féminins et masculins pour les femmes de l'élite.

On est cependant en droit de mettre en cause la sincérité de Galina et de ses consœurs. Ou plus exactement, le journal de Galina semble illustrer le type de tensions identitaires décrites à propos du journal de Stepan Podlubnyi⁴⁰ : le journal intime est à la fois le miroir et l'instrument de l'acquisition d'une identité conforme aux canons bolcheviques. Avec le mouvement des épouses, Galina trouve l'occasion inespérée de concilier ses origines, son mode de vie et ses valeurs de bourgeoise, tout en s'assurant la reconnaissance du régime, ce qui présente le double mérite d'éprouver le sentiment d'appartenir à la communauté, mais aussi, surtout, d'échapper à l'angoisse des purges, alors que l'époux de Galina, comme on l'a déjà vu, a passé quelques mois en prison en 1928. Et les nuages s'amoncellent à nouveau sur la tête des cadres de l'industrie, et de l'intelligentsia en général, lors des années 1937-1938. Le thème des purges n'apparaît jamais dans le journal de Galina. Elle continue à se référer aux grands événements célébrés dans la presse : l'adoption de la Constitution, l'anniversaire de la mort de Pouchkine, les élections au Soviet suprême. Seules peut-être ses évocations des instances suprêmes qui régissent la carrière de son époux et ses fils, susceptibles à tout moment d'être envoyés loin de Moscou, suggèrent-elles son sentiment d'être à la merci de décisions totalement arbitraires. De façon générale, le ton du journal évolue considérablement au fil des mois. Galina ne cache pas ce qu'elle présente comme une déception vis-à-vis du mouvement, dans lequel elle décèle beaucoup de « carriérisme » de la part de ses consœurs. Le mythe, véhiculé par la propagande, d'une parfaite compatibilité entre la vie d'une activiste modèle et celle d'une femme au foyer non moins dévouée éclate très vite : Galina se sent tiraillée entre ce qu'elle ressent comme ses devoirs de mère, de grand-mère et d'épouse et ses activités pour le mouvement qui l'entraînent à voyager en province et à passer des nuits entières à rédiger de longs comptes rendus.

39. Voir Francine Muel-Dreyfus, *Vichy et l'éternel féminin*, Paris, Seuil, 1996, pour le cas français, en particulier lorsqu'elle évoque l'instauration de femmes de par leur qualité de mères de famille comme conseillères municipales, pp. 212-228. « Sortir du ghetto (familial) sans sortir du rôle (de mère de famille), prescrire "l'oubli de soi" (sur la scène privée) pour exister (sur la scène publique) est une manière de sublimer les limites en devenant porte-parole légitime de la limite nécessaire. La violence symbolique est au cœur de l'activisme aveugle. »

40. Jochen Hellbeck, « Fashioning the Stalinist Soul. The Diary of Stepan Podlubnyi (1931-1939) », *Jahrbücher für Geschichte Osteuropas*, Bd. 44, Heft 3, 1996, pp. 344-373.

L'appartenance au mouvement ne semble pas lui forger une conscience politique particulière – il est très difficile de percevoir ses sentiments à l'égard des méthodes et des objectifs du régime – ou faire évoluer ses valeurs – Galina continue par exemple à manifester une farouche hostilité à l'égard des crèches, à avouer son incompréhension face à ses brus qui seraient prêtes à confier leurs enfants à des «étrangers» pour gagner du temps libre, alors même que son propre travail d'activiste consiste à améliorer les systèmes de garde collectifs pour aider les mères qui travaillent...

Sans doute pourtant, Galina attribue-t-elle à l'appartenance au mouvement la valeur d'une réalisation personnelle. Sa révolte face aux exigences de ses belles-filles, qui souhaiteraient davantage se décharger sur elle de la garde des enfants, semble témoigner de la sincérité de son engagement dans lequel elle place une affirmation personnelle : «La famille est dans tous ses états de ce que je passe si peu de temps à la maison. Je suis désolée pour eux, mais qu'y puis-je ? Je ne suis pas encore vieille, je veux encore avoir une vie individuelle. J'ai élevé mes enfants, après tout, et j'ai fait du bon travail. Maintenant que j'ai rempli mes obligations familiales, dans les quelques années qui me restent je veux vivre pour moi-même », écrit-elle le 27 décembre 1936, avant d'insérer son rapport sur la réception accordée par L. M. Kaganovich⁴¹.

Le mouvement des épouses du personnel technique et des ingénieurs est à la fois anecdotique, par sa brièveté et l'importance toute relative de ses réalisations, et profondément révélateur du fonctionnement de l'entreprise soviétique mais aussi des méthodes expérimentées pour mettre en place une nouvelle société.

Les aspects fondamentaux du mouvement, qui ont perduré tout au long de la période soviétique et qui expliquent la régression sociale à l'œuvre, sont en effet le recours exclusif au volontariat, le refus de la codification – même si le Code du travail n'est pas formellement supprimé – et de la professionnalisation des fonctions de protection des travailleurs au sein de l'entreprise qui ont au contraire marqué de façon décisive le monde du travail occidental au xx^e siècle. Que l'application du Code du travail ou la présence effective d'un inspecteur ou de représentants des services sociaux soient problématiques dans l'entreprise occidentale, qu'une partie des services sociaux relève également du volontariat à travers la mise

41. V. Garros, N. Korenevskaya, T. Lahusen, *Intimacy...*, op. cit., p. 185.

DOSSIER

Entreprises et société à l'Est

Nathalie Moine
*Fabriquer une élite :
patronage féminin et services
sociaux dans l'entreprise
soviétique des années 1930*

en place ultérieure de comités d'entreprise, n'enlève rien au caractère fortement divergent de l'évolution des fonctions sociales au sein des entreprises occidentales d'une part, soviétiques de l'autre.

Le mouvement des épouses illustre également une impression caractéristique de l'URSS stalinienne : celle d'une certaine familiarité pour le regard européen, inattendue dans le contexte d'un régime particulièrement sanglant. C'est que cette proximité est précisément recherchée par les dirigeants qui y voient une façon de pallier ce qu'ils analysent comme un retard de la Russie – sans parler des autres républiques soviétiques – sur les pays occidentaux. Créer de toutes pièces une élite responsable revêtant les traits de la bourgeoisie occidentale du XIX^e siècle, tel peut être résumé le projet des dirigeants bolcheviques au cours de la deuxième moitié des années 1930. Projet insensé qui débouche sur des résultats fondamentalement différents de ceux attendus. Le fort volontarisme mis en œuvre coupe court à l'éclosion de toute initiative et est impuissant à créer une culture civique pourtant si recherchée.

Sans doute l'étude du mouvement fournit-elle donc une clef importante pour comprendre le destin de l'URSS, une clef pour comprendre pourquoi le mouvement d'industrialisation et d'urbanisation, ce que l'on a coutume d'appeler la « modernisation » de l'URSS, a donné un résultat fondamentalement différent de ce qui est observé dans le monde occidental, puisque si l'URSS a connu sur le long terme l'amélioration de quelques indicateurs sociaux, ce fut de façon temporaire, constamment menacée de régression.

Volontariste, l'importation de recettes occidentales ne peut produire les mêmes effets qu'en Occident. L'URSS des années 1930 n'est pas la répétition pure et simple, en accéléré, de ce qui s'est passé au XIX^e siècle. Son développement social, si fortement soumis aux aléas du politique, en fut rendu particulièrement fragile.

Les années 1930 constituent donc une matrice essentielle pour l'entreprise et la société dans son ensemble. Le mouvement des épouses s'inscrit au croisement de deux logiques qui sont à l'œuvre à l'époque stalinienne et forgeront l'entreprise et la société tout entière pour les décennies suivantes. Tout d'abord une logique propre à la volonté de créer une nouvelle société tout en canalisant certains groupes sociaux. Malgré le discours simpliste tenu par la propagande sur la place prépondérante du

prolétariat, c'est bien la question de la constitution d'une nouvelle hiérarchie sociale, propre à encadrer les milieux ouvriers, qui est centrale dans la préoccupation des dirigeants. Ces derniers manient tour à tour techniques de mobilisation et terreur pour obtenir à la fois la collaboration et l'assentiment d'un groupe social suspect et pourtant indispensable qu'est l'intelligentsia technique. D'autre part, la logique propre au fonctionnement de l'entreprise socialiste, censée satisfaire un nombre croissant de fonctions sociales vitales, du logement à la santé sans en avoir aucunement les moyens matériels, ce qui explique que les responsables recourent alors sans relâche à la double méthode du bouc émissaire et de l'exaltation de l'engagement volontaire.